

débat

avec Bruno Trentin : syndicalisme unitaire et crise de l'Etat

Nouveau secrétaire de la CGIL (la CGT italienne), Bruno Trentin (1) participait le 24 juin dernier à un débat organisé par la Maison populaire de Montreuil et la revue *Dialectiques* (2) sur le thème : « démocratie de base-démocratie représentative et place des associations dans le mouvement populaire à partir de l'exemple italien ». Devant 600 personnes (dont Althusser), Bruno Trentin centra son long exposé introductif sur le rôle du mouvement syndical italien face à la crise. Qu'en retenir ?

Pour Bruno Trentin, la crise italienne pose un problème central : celui des rapports de pouvoir. Cette crise institutionnelle porte en germe la transformation de l'Etat. L'Italie est dans une phase de transition où s'affrontent, au niveau de l'Etat, le « vieux » et le « nouveau ». Ce vieux monde qui se disloque, c'est celui de la bureaucratie centralisatrice, du clientélisme politique. Ce nouveau monde qui émerge, c'est la multiplication d'embryons de pouvoir populaire à la base. Les structures étatiques sont en crise : que ce soit l'école, le logement, la santé.

Cela a conduit le mouvement syndical à mettre en avant des revendications de contrôle : sur la consommation et les prix, sur le secteur nationalisé, sur l'orientation des investissements industriels et agricoles. Cela implique un changement des structures de décision dans la production qui modifiera tous les équilibres de pouvoir, y compris au niveau de la « société civile ». Trentin rappela alors les réformes que propose la CGIL : décentralisation et gestion sous le contrôle des travailleurs ; politique de planification s'appuyant si besoin sur des mesures de coercition au niveau des investissements

institutions d'Etat et organes de démocratie de base

Ces propositions s'intègrent dans une stratégie qui se définit par une critique assez dure de la gauche des partis qui maintient une vision traditionnelle du pouvoir central. En fait, la CGIL, par la voix de Trentin, souhaite un modèle où l'Etat et ses institutions soient en interaction avec des organes de démocratie de base. Les moyens tactiques à utiliser seraient :

- la cogestion des investissements dans l'entreprise par le mouvement syndical ;
- la « gestion corporative » de l'Etat sur la base d'une concertation triangulaire entre patronat, mouvement syndical et exécutif étatique. L'objectif est de mettre les institutions traditionnelles devant le



Photo Françoise Claire

fait accompli. Il faudra alors maintenir l'autonomie conflictuelle du syndicat dans l'entreprise comme un principe d'indépendance ultime.

le renouveau associatif

Sur la place des associations, Trentin fit remarquer que la crise amène les associations à déborder leur origine corporative, à remettre en cause la vieille division des tâches entre partis/syndicats et associations. De plus en plus, les associations de base refusent que la primauté soit reconnue aux partis

comme une donnée acquise au départ. Ces associations de base portent témoignage de la redécouverte de la « société civile » par le mouvement ouvrier. De même, le développement des conseils de zone (récemment relancés par la CGIL), des conseils de quartier, des associations d'usagers, des luttes pour les 150 heures (revendication sur l'accès des travailleurs à la formation permanente) sont autant de signes de prises de conscience à la base, même si cela reste un phénomène éclaté.

morte, la stratégie révolutionnaire ?

Trentin dut reconnaître que, dans la phase actuelle, ce mouvement butait sur l'absence de débouché politique. Et, dans un affrontement assez mouvant qui prit place lors du débat, il précisa sa conception de la transition au socialisme : il la définit comme une transformation sans abolition de l'Etat. Il faut, selon lui, transformer l'institution parlementaire en créant de nouveaux rapports fonctionnels avec les associations de base et les organes de démocratie locale. Dans cette perspective, la stratégie révolutionnaire n'est plus un « passage obligé ». Ce que contesta vivement une partie de la salle.

Il semble bien que Trentin, dans sa fonction de théoricien du syndicalisme, tente d'ébaucher un modèle nouveau où le point d'appui est l'exploitation des

contradictions nouvelles au sein de l'Etat. Le syndicalisme unitaire (et non unique) lui apparaissant comme le levier essentiel pour jouer sur ces contradictions et se faire le porteur des aspirations hégémoniques de la classe ouvrière. Le débat se termina dans une certaine confusion, Trentin réfutant avec autorité, l'accusation de trahison lancée contre lui par un militant de Lotta Continua. Il condamna sans tendresse la violence gratuite des « champions du P 38 » et les qualifia d'ennemis de classe. Le débat, trop court, frustra la plupart des participants qui souhaitaient approfondir la discussion sur les stratégies de double pouvoir et la « logique des sacrifices » que la gauche, une fois au pouvoir, devrait adopter.

Alain CHATAIGNIER ■

(1) B. Trentin est l'ancien secrétaire de la FLM (Fédération unitaire de la métallurgie). Adhérent au PCI, il reste une personnalité « à part » dans le mouvement syndical. Il fut, depuis une dizaine d'années, l'artisan principal de la démarche unitaire avec les autres fédérations syndicales. Il fut aussi l'un des seuls à accepter un dialogue — souvent chaud — avec le mouvement étudiant lors des derniers mois.

(2) *Dialectiques* vient de consacrer son numéro 18/19 à « l'Italie et nous ». De nombreux articles autour du pluralisme, de l'eurocommunisme, des formes nouvelles de démocratie, de la révolution culturelle; 184 p., 35 F; 77 bis, rue Legendre, 75017 Paris.